

46197

Distr.  
LIMITEE

ECA/KAF/77/WD.2  
22 novembre 1977

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Séminaire commun CEA/FKA sur les problèmes  
concernant l'utilisation efficace des  
tribunes et clubs radiophoniques en milieu  
rural africain

Addis Abéba, 1 - 9 décembre 1977

1. Radio-éducative et campagnes de mobilisation des masses  
en vue du développement
2. Couverture radiophonique et organisation de l'écoute  
en Afrique

par

Boubacar Sock

UNICEF  
NAIROBI

RADIO EDUCATIVE ET CAMPAGNES DE MOBILISATION DES  
MASSES EN VUE DU DEVELOPPEMENT

Après leur accession à la souveraineté internationale, les responsables des Etats africains se sont retrouvés devant la nécessité d'une part, de développer, parfois de créer une conscience d'appartenir à une même nation et d'autre part de mobiliser cette volonté collective pour créer les conditions d'une réelle indépendance. Donc, il a fallu asseoir sur des bases culturelles et sociales le développement économique tout en fortifiant le sentiment national. Il a fallu aussi lutter contre tous les facteurs d'aliénation économique et de pollution culturelle jugés comme éléments négatifs perturbant le processus de développement. L'essentiel pour la sauvegarde des valeurs culturelles est d'introduire des innovations capables de produire, progressivement, des modifications dans le sens d'une réduction des obstacles.

Il est évident que dans cette grande entreprise de décolonisation et de promotion sociale, culturelle et économique, l'éducation, la formation et l'information constituent des domaines prioritaires si l'on ne veut pas manquer la vraie cible qu'est la valorisation de la condition humaine, objet de tout développement. Donc, pour donner au développement tout son sens et ses dimensions, il importe de placer l'éducation, la formation et l'information au centre des priorités à établir et à réaliser.

Le problème qui se pose est de mettre au service de cette éducation, au sens le plus large du terme, les instruments modernes disponibles et, à travers des technologies dont l'impact est particulièrement puissant, de les faire contribuer de manière efficiente au développement.

En d'autres termes, il s'agit dans le souci constant du développement qui est celui de tous les gouvernements, et singulièrement des pays jeunes, de définir, puis de mettre en oeuvre une politique globale de l'audio-visuel qui permette l'utilisation optimum des moyens actuels, l'élaboration des méthodes propres à leur utilisation la plus rationnelle et la planification de l'extension tant des actions que des moyens eux-mêmes.

Finalement, il s'agit, une fois encore, d'utiliser les grands moyens de diffusion, d'information et de communication pour donner à l'homme la claire conscience que la forme et la nature de la société dans laquelle il vit est le fruit de son oeuvre. Mais, il importe surtout, de lui faire saisir que cette oeuvre, pour être à la hauteur de ses aspirations, doit engager, d'une manière collective, toute la communauté nationale.

C'est bien, en effet, dans cette perspective que les moyens modernes de communication peuvent rendre de grands services aux pays africains qui sont tenus d'importer des techniques et même parfois des modèles pour leur développement. Le problème est que l'appropriation des techniques nouvelles importées par ces pays leur pose des problèmes de méthode adaptée aux normes collectives spécifiques à leur population et de savoir-faire au regard des valeurs culturelles à sauvegarder.

Il s'agit donc de susciter des attitudes nouvelles permettant de répondre aux sollicitations du monde moderne, mais pour cela, il faut pouvoir expliquer, éduquer, convaincre en s'adressant à tous et partout à la fois. Comment y parvenir si ce n'est en s'appuyant sur les grands moyens de communication et d'information ?

Dans nos pays, des facteurs historiques ont aidé à faire de la radio-diffusion le moyen d'information par excellence. De plus en plus d'ailleurs, elle devient un moyen privilégié d'éducation. Entre autres fonctions classiques qu'elle a toujours assumées, les pays en voie de développement ont presque tous tendance, à juste raison, à privilégier sa fonction éducative. C'est ce qui explique la diversité des expériences dans ces pays, d'utilisation des capacités communicatives et persuasives de la radio à des fins éducatives.

Cependant, il importe de souligner, en passant, que ces capacités communicatives de la radiodiffusion ne sont pas toujours exploitées pour donner aux masses laborieuses la possibilité de réaliser un monde conforme à leurs aspirations.

La volonté de domination des uns et des autres et les luttes d'influence engagées çà et là ont fait que des groupes d'intérêt ou de pression se sont emparés de la puissance persuasive de la radio pour arriver à leurs fins.

Actuellement, la guerre des ondes commence avant celle des armées. Les stations de radiodiffusion sont aussi bien gardées que les palais des Républiques. Chaque grande puissance cherche à arroser le monde d'émissions faites dans toutes les grandes langues de communication et dont le contenu s'inspire directement, quelles que soient les subtilités, de son idéologie politique.

Propagande ouverte ou suggestion, la radio se prête à tous les types d'"action psychologique" et suscite déjà réflexions et commentaires en ce qui concerne ses effets sur les masses.

Elle contribue à leur conditionnement dans les domaines les plus divers. Elle est devenue un instrument d'uniformisation des besoins, des réactions, du goût. Parfois, c'est au détriment de sa vocation informative et culturelle que la radio a permis aux programmes publicitaires de faire des progrès vertigineux en s'appuyant sur les aspects folkloriques de l'art et de la distraction.

A condition de savoir s'en servir, il est possible de faire de la radio un instrument de communication sociale et de mobilisation en vue du développement, particulièrement efficace.

Dans tous les pays confrontés aux obstacles technico-socio-culturels du développement, les pouvoirs publics ne cessent de proclamer leur volonté d'utiliser les moyens modernes de communication sociale et singulièrement de la radio pour mobiliser le peuple en vue du développement. Seulement la mobilisation implique un mouvement d'adhésion intérieure qu'il faut savoir créer et entretenir d'une façon efficace et durable.

On organise dans la plupart des pays africains des opérations de sensibilisation et de mobilisation avec des expressions diverses : campagne pour l'amélioration des conditions sanitaires, campagne de rboisement dans les pays du Sahel, "opération Umugambi au Rwanda et au Burundi" etc... Toutes ces opérations ne peuvent avoir de succès que dans la mesure où elles sont précédées d'une bonne préparation psychologique assurée par les moyens d'information intégrés dans les programmes nationaux d'éducation, d'animation et d'encadrement des masses. Aucune action de mobilisation si bien pensée qu'elle soit, ne peut produire des effets générateurs de progrès appréciables que lorsqu'elle est soutenue en permanence par une information objective. Pour exhorter la volonté de participation des masses au progrès social il faut nécessairement persuader. La persuasion demeure une des conditions premières de toute transformation réelle des manières de penser et d'agir.

Il faut surtout persuader les communautés de base, tentées le plus souvent à attendre tout de l'extérieur, que la promotion socio-économique de leur milieu dépend de leur volonté et capacité de prendre en charge leur développement d'une façon solidaire. Les responsables de ces communautés doivent prendre conscience de l'interdépendance des différents aspects du développement et surtout des problèmes et solutions liés à leur vie propre. Cette interdépendance doit pousser chaque élément de la communauté à se sentir responsable de la promotion de son milieu. En conséquence, toute action de mobilisation en vue du progrès socio-économique de la communauté doit être engagée dans le cadre d'une solidarité organisée et ressentie par tous. Il s'agit finalement d'un problème de motivation et de sensibilisation lié au contenu des messages à faire passer par l'intermédiaire des moyens audiovisuels et singulièrement de la radio.

Pour l'efficacité d'une telle action, il importe d'insister sur l'indispensable collaboration entre responsables des contenus et constructeurs ou fabricants de moyens ou de supports audiovisuels, à tous les niveaux. La difficulté est que les responsables des contenus se trouvent, le plus souvent, dans l'obligation de formuler leurs messages en fonction de la nature des moyens déjà imaginés et créés par les techniciens. On en arrive ainsi à bâtir, parfois, des trucs ou des procédés, au lieu d'une méthode bien pensée combinant harmonieusement les exigences techniques préalablement analysées et les impératifs pédagogiques arrêtés par les spécialistes de la recherche en sciences sociales.

Nous sommes persuadés que c'est à partir d'une telle démarche qu'on peut introduire un certain nombre d'éléments modernes dans les communautés très peu intéressées au processus moderne de développement sans pour autant perturber ou déséquilibrer leur façon propre de percevoir la vie.

Nous savons, à la lumière des résultats des diverses expériences réalisées un peu partout en Afrique, qu'il est possible d'introduire des éléments modernes de progrès social en tenant compte de la spécificité des facteurs culturels et des structures à travers lesquelles s'exercent les innovations et les changements souhaités. Ces changements peuvent permettre de gagner du temps à consacrer à des réalisations socio-culturelles liées à la

modernisation du milieu. Mais il faut d'abord faire sentir l'utilité de ces réalisations, les bénéfices que les populations intéressées peuvent en tirer, et créer les conditions objectives d'une adhésion volontaire de tous et de chacun. En un mot, il s'agit de mobiliser l'ensemble des énergies autour d'un programme d'amélioration des conditions d'existence des communautés de base à la lumière des réalités actuelles.

Il est impensable actuellement d'entreprendre un tel programme sans le concours des moyens audiovisuels et singulièrement de la radio pour les raisons que nous avons évoquées plus haut. Son rôle est capital même dans les programmes où les autres moyens sont utilisés d'une façon combinée.

Par exemple, si des groupes dramatiques sont sollicités pour participer à une action de mobilisation par la présentation des sketches sur le thème d'une campagne, c'est la radio qui doit préparer les publics à assister aux séances de présentation. Elle peut annoncer les lieux et les heures suivant des techniques empruntées à la publicité. Elle doit parfois reprendre le spectacle à son compte selon une formulation propre à sa nature. La radio peut également intervenir de la même façon pour la télévision, le cinéma, le journal et l'affiche. Pour ces deux derniers moyens, elle peut annoncer le rythme de parution, les lieux de vente ou de distribution tout en donnant des résumés de contenu dans le but d'inciter le public à soutenir l'action engagée. Par ailleurs, elle doit transmettre les créations musicales des vedettes et des troubadours surtout lorsque leurs œuvres sont inspirées du thème faisant l'objet de la campagne.

Ces exemples montrent qu'on peut faire de la radio un instrument démocratique et populaire mis au service de la créativité et de l'animation socio-culturelle de tout un peuple par delà les spécificités ethniques ou régionales.

Il est permis d'affirmer que par son coût peu élevé par rapport aux autres moyens et par rapport à la diversité des publics, par son caractère à la fois spontané et simultané et sa mobilité, la radio est le moyen d'information et de mobilisation le plus efficace dans la situation actuelle des pays en développement.

Malgré la diversité des domaines à toucher, le nombre des obstacles et des résistances socio-culturels, la radio reste l'instrument de dialogue par excellence qui permet d'uniformiser les messages et les arguments en vue de dépasser les positions individuelles liées à des considérations parfois subjectives au profit d'un consensus général de participation responsable au développement.

Le problème n'est plus de savoir s'il faut ou non utiliser la radio pour mobiliser les populations en vue du développement, mais comment faut-il l'utiliser ou mieux l'utiliser pour assurer le bien être à tout un peuple. La radio existe partout en Afrique et se trouve être un des éléments d'appréciation de l'état d'équipement des pays. Elle se trouve actuellement en tête des besoins que l'Etat doit satisfaire pour réellement garder son prestige et faire valoir son autorité.

## COUVERTURE RADIOPHONIQUE ET ORGANISATION DE L'ECOUTE EN AFRIQUE

Généralement les pays africains rencontrent de nombreuses difficultés pour se doter d'une couverture radiophonique appropriée. Ces difficultés sont, le plus souvent, d'ordre économique, politique et technique. Nous voulons, d'abord, réfléchir sur certains aspects de ces difficultés avant d'introduire la discussion sur l'organisation des groupes d'écoute collective.

Les difficultés économiques proviennent du fait que certains pays nouvellement indépendants, de par la rareté des ressources disponibles et de par leur configuration géographique, ne peuvent pas réaliser et entretenir les installations techniques nécessaires pour permettre à toutes leurs collectivités nationales de recevoir les programmes diffusés à leur intention. Même dans les cas où l'assistance bilatérale ou multilatérale a permis d'installer des émetteurs de grande puissance, leur maintenance d'une façon convenable a souvent posé des problèmes difficiles aux pays bénéficiaires. Nous devons aussi indiquer la liaison qui existe entre la faiblesse des émetteurs et le prix d'achat des récepteurs. Dans certains cas, autant l'émetteur est faible, autant le prix des récepteurs est élevé. En conséquence, les "bas revenus" se trouvent exclus de ceux qui ont la possibilité de disposer de moyens leur permettant d'écouter d'une façon stable et permanente les programmes de leur propre station radiophonique.

En ce qui concerne les difficultés politiques, il y a d'abord l'absence de politique informative définie d'une manière claire dans de nombreux pays. Cette situation ne permet pas de planifier les équipements, les programmes et la formation. Dans d'autre cas, la priorité donnée aux programmes à caractère politique détourne les professionnels de toute préoccupation créatrice. A la place des productions éducatives et culturelles, on passe et repasse, sans contrôle, discours et déclarations. Ainsi l'auditoire nationale finit par se lasser, et, si l'occasion le lui permet, il se porte à l'écoute des autres stations. Il arrive d'ailleurs que certains pays réorientent leur système de diffusion pour récupérer davantage d'auditeurs voisins, surtout dans les zones d'Afrique où existent des conflits idéologiques ou militaires. C'est ainsi qu'il nous arrive d'apprendre que tel citoyen de tel pays a été arrêté parce que surpris en train d'écouter des émissions d'une station voisine de celle de son pays.

Les difficultés techniques concernent plus particulièrement la formation des spécialistes à tous les niveaux et l'adaptation des équipements aux conditions climatiques et géographiques des pays africains. En effet, certains de ces pays, pour des questions de prestige ont été amenés à commander des équipements de très grande puissance et à des coûts très élevés, sans pour autant tenir compte de leur manque de cadres compétents pour les études préalables et la gestion des investissements ainsi réalisés. Par ailleurs, il y a, dans certaines parties du continent des zones de silence pour lesquelles on n'arrive pas à trouver les causes réelles pour pouvoir les effacer. Pour un bon nombre de ces zones, les techniciens n'avancent que des hypothèses très peu convaincantes. D'autre part, le manque de cadres est parfois exploité par certains constructeurs pour livrer des émetteurs en dessous de la puissance émettrice demandée, par conséquent qui ne règlent pas les problèmes de couverture pour lesquels ils ont été commandés.

A travers les quelques difficultés ci-dessus indiquées, apparaît l'importance des problèmes liés à l'écoute des programmes par les populations pour lesquelles ils sont élaborés et diffusés.

De plus en plus, de nombreux gouvernements africains commencent à prendre conscience de l'importance du rôle de la radiodiffusion dans le processus de développement social et d'intégration nationale. En effet, la radio crée un monde sans frontière et permet aux hommes de s'écouter mutuellement. Elle évite l'isolement, là où elle est bien utilisée, et annihile l'autarcie économique et culturelle. Concernant plus précisément son rôle dans le développement social, nous pensons qu'il est nécessaire de favoriser certaines formes d'écoute collective en tenant compte des réalités socio-culturelles des populations intéressées. Ce sont ces réalités qui doivent dicter :

- la forme d'écoute et de discussion à adopter;
- la taille et la composition des groupes;
- les heures les plus favorables pour la diffusion des émissions;
- les critères de désignation des membres et des animateurs;
- le système de collecte des réactions suscitées par les émissions.

Nous nous devons ici de prendre position à propos de certains mots utilisés pour désigner le système d'écoute collective. Nous pensons, en effet, qu'il est plus indiqué de parler de groupe d'écoute au lieu de club d'écoute ou de radioclub. La connotation de ces deux derniers vocables semble davantage correspondre aux réalités sociologiques du monde occidental, qu'à celles des sociétés africaines caractérisées par la vie en groupe et le sentiment communautaire. On adhère au club de son choix d'une façon libre et volontaire sans aucun engagement contraignant vis-à-vis de la société. C'est pourquoi, nous préférons parler de groupes d'écoute collective qui, bien structurés et bien encadrés, permettent de combiner le contenu du message radiodiffusé avec les échanges de vues directs à l'intérieur des groupes. La discussion des émissions permet, si elle est bien menée :

- de renforcer l'esprit critique des membres par l'échange réciproque des sentiments tirés du message ou de sujet présenté;
- d'insérer des éléments novateurs d'information issus des propres ressources du groupe;
- de prendre des engagements d'une manière solidaire pour traduire les enseignements en réalisations d'utilité collective et,
- de créer les conditions à l'exercice d'une solidarité organisée et acceptée.

L'animation et le dynamisme des groupes villageois de discussion et de concertation posent naturellement des problèmes d'ordre sociologiques liés aux traditions, aux "incompatibilités sociales", aux interdits, aux structures familiales ou religieuses. Si les structures administratives et d'assistance socio-économique jouent pleinement le jeu démocratique en acceptant de dialoguer sincèrement avec les populations, ces problèmes peuvent facilement être résolus d'une façon efficace. C'est pourquoi la radio, pour contribuer réellement à modifier des attitudes et des pratiques auxquelles son auditoire est attaché, doit viser, d'abord, des groupes organisés, du moins, dans les sociétés africaines où l'esprit communautaire est encore conservé. La radio éducative peut, par un dialogue bien mené et dans un langage conforme aux normes d'expression des milieux intéressés, aider à faire dépasser certaines considérations subjectives qui relèvent, le plus souvent, d'un défaut de communication entre les divers groupes sociaux ou entre les détenteurs du pouvoir et les citoyens.



